

LA PRESSE EN REVUE...

JEUDI 6 OCTOBRE 2016

SOMMAIRE

- 1) **Nous connaissons son bilan catastrophique**
- 2) **Vent glacial à Solférino**
- 3) **Avec Macron à nous le pognon**
- 4) **Il enfonce Sarko**
- 5) **Un sujet réchauffé**
- 6) **Pour pas changer**
- 7) **Il est plus blanc que blanc...**



Gérard Diez La Presse en Revue

I) En cas de victoire, Sarkozy veut faire le ménage dans la haute administration



Crédits photo : JEAN-FRANCOIS MONIER/AFP

II) Solférino, le siège du PS, est en proie à une forte crise sociale

LE SCAN POLITIQUE - Reprenant à son compte l'idée d'un «spoils system», le candidat à la primaire veut remplacer 30 à 35 directeurs d'administration centrale en cas de victoire.

(De notre envoyée spéciale en Alsace)

En déplacement à Reichstett, Nicolas Sarkozy s'est rendu sur le site de l'ancienne raffinerie de Petroplus. Alors qu'il rencontrait une dizaine d'entrepreneurs autour d'une table ronde qui l'interrogeait sur son projet, le candidat à la primaire de la droite et du centre a expliqué, qu'en cas de réélection en 2017, il changerait «30 à 35 directeurs d'administration centrale dès notre arrivée». Un système qui rappelle le «spoils system» à l'américaine. «On va m'accuser de spoils system. Les accusations, je m'en moque! », a-t-il encore déclaré devant des interlocuteurs visiblement satisfaits de la proposition, alors qu'ils l'avaient interrogé sur la méthode de gouvernement s'il était élu en mai prochain.

«Le président décide, la majorité vote et derrière ça casse?», a fait mine de s'interroger Nicolas Sarkozy en déroulant sa démonstration. «Ce n'est pas possible d'avoir un combat d'arrière-garde dans l'administration centrale qui ne partage pas les avis de la majorité», a affirmé l'ancien président. «Vous ne pouvez pas avoir un directeur du budget qui ne partage pas la politique fiscale de la France, vous ne pouvez pas avoir un directeur du Trésor qui n'est pas convaincu par la politique économique de la France, vous ne pouvez pas avoir un directeur des affaires judiciaires qui n'est pas convaincu de la politique pénale de la France», a-t-il énuméré. «Donc on change! Je préfère la franchise de ce changement plutôt que le scandale de toutes ces nominations nauséabondes, les combines, le président du CSA...» Une critique des nominations faites sous le quinquennat de François Hollande. «Terminé!», a-t-il tranché.

Pour autant, selon Nicolas Sarkozy, tous ces directeurs d'administrations ne devront pas nécessairement être encartés. «Ce ne veut pas dire que tous devront être membre des Républicains mais ils devront adhérer aux objectifs d'une politique voulu par les Français parce sortie des urnes », a conclu Nicolas Sarkozy.

Par Lénaïg Bredoux et christophe Gueugneau

Après plusieurs mois de vives tensions, le Parti socialiste a lancé un audit sur le climat régnant à Solférino. Au siège, les permanents dénoncent une gestion qualifiée de brutale et le recours à des prestataires extérieurs. La direction du PS insiste, elle, sur le climat politique général.

C'est inédit à Solférino. Depuis la mi-septembre, le siège du Parti socialiste accueille des visiteurs un peu particuliers : des experts du cabinet Syndex, spécialisés dans la prévention des risques psychosociaux. Une réunion de présentation a été organisée en présence de la direction ; un questionnaire a été envoyé à tous les permanents ; une visite des services en difficulté est prévue ainsi qu'une série d'entretiens individuels. L'objectif ? Apaiser un climat social déplorable, qui se traduit par une série de départs et d'arrêts maladie. Les résultats sont attendus courant novembre.

« C'est horrible. » « J'ai craqué. » « Dès que je peux, je m'en vais. » Les salariés, actuellement en poste ou récemment partis, que Mediapart a interrogés ces derniers mois racontent tous la même histoire, ou presque. Ils dénoncent une gestion jugée « brutale » et « clanique », des propos parfois « humiliants », des tâches peu à peu confisquées et confiées à un prestataire extérieur proche du premier secrétaire Jean-Christophe Cambadélis, qu'ils soupçonnent de vouloir modeler le PS à sa main.

Entre avril 2016 et l'été 2016, trois assemblées générales (AG) du personnel ont été organisées coup sur coup à Solférino – une quatrième réunion a eu lieu avec Jean-Christophe Cambadélis. À chaque fois, les salariés présents ont exprimé leur malaise. Un an auparavant, ils avaient déjà très mal vécu une petite phrase glissée par leur patron dans un article de L'Obs : « Certes, tous les permanents ne sont pas au maximum de leur capacité de travail. Oui, la production des secrétaires nationaux se réduit souvent aux communiqués. » Deux AG, au moins,

ont eu lieu à la suite de cet article.

Sur la même période, selon plusieurs sources, une vingtaine de départs, sur une centaine de salariés, ont été enregistrés. Dont plusieurs liés à l'ambiance régnant dans certains services. D'après ces mêmes sources, huit personnes ont aussi été arrêtées par leur médecin, ou par le médecin du travail, en raison du climat social. Au moins un salarié l'a été l'an dernier pour « harcèlement moral » et « stress au travail ».



Jean-Christophe Cambadélis en août 2015. © Reuters

Des chiffres que la direction du PS dément. Rencontrée longuement mardi 4 octobre (lire notre Boîte noire), celle-ci affirme « ne pas savoir d'où ils sortent ». Elle décompte, en 2015, quatre départs par rupture conventionnelle, encore quatre en 2016, et, cette même année, quatre démissions. Soit douze personnes en tout. Mais, insiste la direction, ces départs ne sont pas motivés par le climat interne. « Les effectifs sont globalement stables, avec 120 salariés », explique-t-elle. Quant aux arrêts maladie, la direction affirme que c'est un « sujet compliqué », sur lequel elle ne veut pas « en dire plus », notamment en raison du secret médical. Mais elle confirme bien un « malaise », qui a conduit Jean-Christophe Cambadélis à lancer un audit social de la maison socialiste.

« Les permanents sont progressivement exclus du processus fonctionnel de décision, désormais restreint à un petit noyau de personnes jugées "de confiance" », détaillait en avril un tract interne de la CGT, révélé par L'Express. Le syndicat dénonçait alors une « culture grandissante de la rétention d'information » et notait que « certains permanents se trouvent dépossédés de leurs missions ». « Une partie croissante des salariés oscillent en fin de compte entre bore-out et burn-out », écrivait encore la CGT.

Un constat partagé par les salariés que nous avons interrogés. La plupart d'entre eux ont le sentiment d'une perte d'autonomie et de confiance ; et

racontent que certaines tâches, qu'ils maîtrisaient jusque-là de bout en bout, doivent désormais être systématiquement validées par le cabinet du premier secrétaire ou les chefs de service.

Certains assistants politiques ont le sentiment de ne plus servir à rien ou de n'être que de simples sous-traitants, que leurs notes sont à peine lues, que les secrétaires nationaux dont ils dépendent sont absents... « Ils ont parfois le sentiment de travailler dans le vide », dit une ancienne de Solférino, sous couvert d'anonymat (voir notre Boîte noire).

« L'information circule en cercles très fermés », confie aujourd'hui un ancien permanent, parti il y a quelques mois. Plusieurs témoins nous ont décrit un climat de « paranoïa ». Dans leur viseur : les proches de Cambadélis, qui travaillent ensemble depuis des années, du Manifeste contre le Front national au Mouvement des jeunes socialistes (MJS) en passant par l'Unef-ID. C'est notamment le cas de Karine Gautreau, Maxime des Gayets ou de Pierre Kanuty. Au PS, ils ont la réputation de former un petit groupe extrêmement soudé.

Un petit cercle qui « n'a confiance en personne », explique une salariée, toujours en poste. Un collègue : « Avec eux, c'est soit tu es avec nous, soit contre nous. » Ils en veulent pour exemple les réunions du bureau national (BN). Sous Martine Aubry et son successeur, Harlem Désir, ils pouvaient y assister à leur guise. Désormais, ils doivent demander l'autorisation. « Il y a trop de fuites », leur aurait expliqué la direction. Cette dernière dément avec force.

Pour elle, il s'agit d'une rationalisation et d'une volonté de remobiliser les cadres socialistes. « À son arrivée, Jean-Christophe Cambadélis a tenu à ce que chaque acteur joue son rôle, explique son entourage. Le bureau national a été sacralisé : on demande plus d'assiduité de ses membres, et tous les membres du BN ne tiendraient pas dans la même salle s'il y avait aussi tous les permanents. On a aussi tenu à ce que les membres du BN ne soient pas représentés par leurs assistants. Nous avons instauré une règle selon laquelle les permanents sont présents quand une question qui les concerne est abordée. »

Toutes les personnes interrogées l'ont été depuis juillet dernier, de visu ou par téléphone. Nous avons contacté de nombreux salariés en poste, ou partis récemment, pour recueillir leur témoignage. Ceux qui ont accepté de nous répondre ont requis l'anonymat, étant donné le climat actuel et parce qu'un audit est en cours.

Du côté de la direction, nous avons rencontré le secrétaire général administratif et le directeur de cabinet de Jean-Christophe Cambadélis le mardi 4 octobre au matin. Karine Gautreau, directrice de la communication, a été jointe par téléphone vendredi 30 septembre.

Le recours à un prestataire proche de Cambadélis

Pourtant, quand le député de Paris prend la tête du PS par intérim au printemps 2014, les « permanents », comme on les appelle, sont soulagés. Ils voient d'un bon œil l'arrivée de « Camba » dont ils pensent qu'il saura redynamiser le parti, en somnolence depuis 2012 sous l'ère Harlem Désir, et lui redonner un rôle politique, entre soutien au gouvernement et aiguillon de François Hollande. « Sous Harlem, c'était morne plaine. Il ne se passait rien ; personne ne faisait rien », explique un salarié, sous couvert d'anonymat. « Quand il est arrivé, les gens étaient contents après une période atone », confirme un autre.

Deux ans et demi après, les mêmes semblent dépités. De nombreux permanents se plaignent, plus spécifiquement, d'une des plus proches collaboratrices de Jean-Christophe Cambadélis, Karine Gautreau. Présentée comme l'« éminence grise » de Cambadélis (Le Figaro du 11/02/2016), elle était son assistante parlementaire dans les années 1990, au moment du Manifeste contre le Front national. Elle fut aussi responsable du courant « Camba » au sein du syndicat étudiant Unef-ID. Aujourd'hui élue dans le XIXe arrondissement de Paris, Gautreau est d'abord recrutée à « Solfé » comme cheffe de cabinet. Un an et demi plus tard, elle change de poste et devient, en décembre 2015, la directrice de la communication.

Certains de ceux qui ont eu affaire à elle nous ont fait état de « violences verbales » envers plusieurs salariés, de « fortes pressions », avec des mails parfois très tardifs, le soir ou le week-end... Au moins une permanente enceinte aurait été arrêtée tôt dans sa grossesse après un rendez-vous à la médecine du travail. Karine Gautreau s'est aussi opposée à plusieurs salariés sur la question des astreintes.

« Plusieurs personnes ont craqué nerveusement », explique un permanent. « Quand elle est arrivée,

elle a essayé de mettre au pas tous les services », dit un ancien. Un autre, parti lui aussi, tempère : « Avec Karine Gautreau, ça s'est très bien passé. C'est vrai qu'elle n'est pas forcément très ronde. Avec elle comme avec Cambadélis, c'est avec nous ou contre nous. »

Pour de nombreuses sources, sa mutation interne est en réalité une « rétrogradation », en raison des plaintes de salariés, mais aussi d'élus socialistes, qui avaient beaucoup de mal à s'entendre avec elle.

Certains supputent même une « intervention du Château » (et donc de l'Élysée où certains proches de François Hollande suivent très précisément la situation du parti) pour exfiltrer Gautreau du cabinet. Une version démentie par la direction du PS.

« Karine Gautreau était candidate pour le poste, elle en avait toutes les compétences. L'idée c'est qu'il fallait que la com' fasse partie du dispositif central de Solférino. » Situation particulière : Karine Gautreau est elle-même, au moment où nous écrivons, en arrêt maladie pour cause de « burn-out ». « C'est fou... C'est moi qui suis arrêtée », explique-t-elle par téléphone, évoquant un « surmenage ».

En assemblée générale, plusieurs salariés ont également expliqué qu'ils avaient l'impression d'être mis en concurrence les uns avec les autres. De ne plus savoir qui fait quoi. « On n'a pas d'organigramme. C'est totalement opaque », explique, amer, un permanent. Plusieurs personnes interrogées ont été choquées de voir un CDD de Solférino escorté par les gardiens pour aller chercher ses affaires, devant ses collègues, au dernier jour de son contrat.

Certains salariés ont aussi le sentiment d'être peu à peu remplacés par des prestataires extérieurs. C'est notamment le cas au service communication/presse où Solférino recourt de plus en plus souvent à la société d'un proche de Cambadélis. À la tête de l'agence de communication Opérationnelle, Gérard Obadia était, comme Cambadélis, membre de l'organisation d'extrême gauche OCI.

Et comme Cambadélis, son nom est associé au scandale de la Mnef, même s'il a bénéficié d'un non-lieu : alors qu'il dirigeait l'agence de publicité Policité, qui avait des liens privilégiés avec la mutuelle étudiante, sa femme n'était autre que la directrice de communication de la Mnef.

L'exemple du site internet du parti revient en boucle. Initialement, sa réalisation avait été confiée au service de la communication. « Un boulot de plusieurs mois a été mené en interne », confie un ex du PS. Avant d'être purement et simplement abandonné, ce qui a été très mal vécu par les salariés. La direction, elle, assume : elle n'était pas d'accord avec le langage informatique choisi par le développeur et souhaitait un modèle plus facile à utiliser. Depuis, le développeur est parti, il n'a jamais été remplacé. Même chose pour le graphiste.

La nouvelle version du site (développée sur la plateforme gratuite Wordpress) a finalement été réalisée par Opérationnelle. Tout comme le site du référendum du PS (pour l'union de la gauche avant les régionales), celui de la social-écologie (à l'occasion de la COP21) ou encore celui de la Belle Alliance populaire (la BAP). « Le service est aujourd'hui prestataire du prestataire », estime un permanent d'un autre pôle, qui rapporte que personne ne semble savoir, dans les services, combien Solférino dépense pour l'agence de communication, ni si le choix du prestataire a fait l'objet d'un appel d'offres.

Pour sa défense, l'équipe dirigeante indique que Opérationnelle est devenue prestataire du PS sous Harlem Désir, au moment des élections européennes et à la suite d'un appel d'offres. Le site lancé à l'époque, qui appelait à interpeller Martin Schulz, a été repris pour les états généraux du PS, sous Cambadélis donc. Puis, c'est cette même société de com' qui a été conservée pour tous les autres sites périphériques.

« La déprime est aussi liée à ce que font Hollande et le parti »

Dans ce climat de défiance, la gestion des fichiers d'adhérents est au cœur de toutes les inquiétudes – la société d'Obadia gère en effet certains envois de mails. « Mais c'est bien le PS qui garde la main sur le fichier, répond la direction. Le fichier Rosam, développé certes en externe, est chez nous. »

Certains adhérents du PS ont tout de même été choqués de recevoir un mail de la Belle Alliance populaire, sans jamais s'être inscrits à leur liste de diffusion. Interrogée par Mediapart, la CNIL répond que « les traitements d'adhérents ne doivent pas être communiqués à des tiers, sauf consentement exprès des personnes ; donc cela dépend si cette entité politique constitue ou non un "tiers" ». Mais la BAP semble être un trou noir

en l'espèce. Censée regrouper plusieurs partis, cette Belle Alliance est une marque déposée par le PS, qui ne constitue pas un parti. « C'est vrai que pour cet envoi, on a fait une connerie, explique un des membres de l'équipe dirigeante. Il y avait en fait deux mails prévus : l'un concernait les personnes effectivement inscrites à la BAP, un autre devait être envoyé aux membres des instances. J'ai oublié de préciser qu'il fallait faire deux mails séparés. »

mediapart.fr

III) Macron, le candidat de la finance



par Vincent Sévigné
Vincent Sévigné est un observateur indépendant. Enseignant-chercheur à la retraite, il a créé le blog neuro.over-blog.com et il est l'auteur de EXIGEZ La Réforme paru chez Edilivre.

Macron, le candidat de la finance

A gauche, en France, les puissances de l'argent ont trouvé leur cheval de Troie : Emmanuel Macron.

Rappelons d'abord qu'il y a réellement une collusion entre les acteurs de la finance. C'est une armée toute puissante qui a ses seigneurs, les milliardaires, mais aussi ses sbires et ses chevaliers. Elle est en train de conquérir le monde, pour le meilleur ou pour le pire. Elle n'a pas de chef et les rivalités y sont féroces, mais sa cohérence repose sur une reconnaissance, plus ou moins implicite, de ses partisans.

Les médias en parlent peu. Le Palmipède lui-même est relativement discret. A ma connaissance, le meilleur coup de projecteur sur cette armée de l'ombre se trouve dans le livre de Philippe de Villiers, Le moment est venu de dire ce que j'ai vu, aux pages 317 et suivantes, notamment à la page 322 : je l'ai déjà dit.

Or, en France, il y a un phénomène qui me semble récent. Les riches ont compris que la loi sur le mariage pour tous ne perturbe pas le "business". Les élucubrations sur la déchéance de nationalité ne troublent pas l'ordre financier mondial. Le

collège unique n'empêche pas la promotion des rejets favorisés. La théorie du genre, qu'elle soit, ou non, enseignée, n'altère pas la nature de l'argent.

Une bonne partie de la gauche de la gauche est plus attachée aux marqueurs idéologiques qu'à une répartition équitable de la richesse mondiale. Il y a donc là un vivier d'électeurs potentiels qu'il serait indécent de suspecter de soutenir la banque Rothschild. Cette alliance objective entre une partie de la gauche et la finance internationale a naturellement trouvé son champion : Emmanuel Macron. Le CICE est dans la ligne du capitalisme intelligent, mais il est trop compliqué pour aider les petites entreprises qui créent des emplois. Macron a-t-il des chances sérieuses pour 2017 ? Je pense que non, mais il est très jeune et a donc tout l'avenir devant lui.

Je rappelle un exemple significatif : il serait techniquement facile de taxer, raisonnablement, les bénéficiaires des multinationales. A ma connaissance, aucun candidat sérieux ne s'engage sur ce terrain. C'est même plutôt le contraire : chacun se plie au nouvel ordre financier mondial et rivalise de servilité pour "attirer les capitaux". Le petit peuple de France, qui n'est pas dupe, attend le "chevalier blanc", ou la Jeanne d'Arc, qui le libérera de cette dérive malsaine.

Le jour où Marine Le Pen aura compris que ce créneau lui est offert, elle prendra le pouvoir, là aussi pour le meilleur ou pour le pire.

planet.fr

IV) Primaire à droite: Fillon enfonce Sarkozy et invite la gauche à venir voter

Plus il y aura d'électeurs à cette primaire, plus le candidat qui porte les valeurs de la droite et du centre pourra bénéficier d'une forte légitimité", a déclaré François Fillon.
Stephane Mahe/REUTERS



Une façon pour l'ex-Premier ministre de tacler Nicolas Sarkozy, qui fustige ceux qui pousseraient les électeurs de gauche à voter à la primaire de la droite et du centre.

"Pas de peuple de gauche, ni de peuple de droite (...) Que tous viennent" voter les 20 et 27 novembre. L'annonce de François Fillon, en forme de taclé contre Nicolas Sarkozy, est sans équivoque. L'ex-Premier ministre invite clairement les électeurs de gauche comme de droite à venir voter lors de la primaire de la droite et du centre, à laquelle il se présente.

"Si on est gaulliste, on considère qu'il y a un peuple français (...) On n'a pas des hommes et des femmes qui sont génétiquement à gauche et génétiquement à droite (...) Que tous viennent" voter les 20 et 27 novembre, a-t-il lancé lors de l'émission "Questions d'info" LCP-France Info-Le Monde-AFP.

Contre-attaque en règle après les propos de Sarkozy

Une réponse directe à son rival, Nicolas Sarkozy, qui a de nouveau attaqué Alain Juppé ce mercredi matin, en lançant: "Si on est de gauche, c'est qu'on ne partage pas les valeurs de la droite et du centre. Donc on appelle des gens à venir pour signer une charte dont ils ne croient pas un mot. Ça s'appelle quoi? Du mensonge et de la déloyauté."

"C'est une analyse un peu étrange de la part d'un président de la République qui a fait rentrer des socialistes au gouvernement", a ironisé François Fillon, qui a été Premier ministre de Nicolas Sarkozy de 2007 à 2012. L'ex-locataire de Matignon, lui, "ne conteste pas le fait que des hommes et des femmes qui pensent différemment puissent venir participer à la primaire de la droite et du centre".

Une primaire à droite la plus large possible

Relancé sur ses propos, il a martelé: "Bien sûr que tous viennent parce que, plus il y aura d'électeurs à cette primaire, plus le candidat qui porte les valeurs de la droite et du centre pourra bénéficier d'une forte légitimité dans la mise en oeuvre des réformes."

"Il n'y a pas une carte d'identité politique. La plupart des électeurs sont des hommes et des femmes qui sont capables de voter pour la gauche une fois, pour la droite une autre fois", a argué le

député LR de Paris, qui souhaite "bien sûr" une primaire la plus large possible, "déjà une manière de faire craquer les vieilles structures".

Sinon, "si c'était pour faire une élection interne au parti, il n'y avait pas besoin de toute cette organisation". "Je suis de droite et je le revendique, et le général de Gaulle était de droite aussi si on analyse sa pensée politique et ça ne l'a pas empêché de rassembler très largement les Français", a ajouté François Fillon.

l'express

V) Plan interministériel sur l'égalité professionnelle : du bon et du réchauffé



Image du spot de campagne "mixité des métiers" lancé en 2014

Le ministère des Droits des femmes lance le premier plan interministériel sur l'égalité professionnelle. Au programme, de nouvelles mesures nécessaires mais aussi des anciennes, déjà mises en application.

Faible mixité des filières, écarts de revenus, absence de parité des instances dirigeantes, manque de partage des responsabilités familiales, discriminations"... autant de freins à l'égalité professionnelle que le gouvernement entend lever avec le lancement, mardi 4 octobre, du "premier plan interministériel en faveur de l'égalité professionnelle".

Un mois après la campagne Sexisme pas notre genre, un « plan d'actions et de mobilisation » qui s'appuie sur les associations et réseaux féministes, cette fois c'est aux pouvoirs publics de prendre des initiatives.

L'objectif : « Développer une culture de l'égalité réelle entre les femmes et les hommes au travail », écrit Laurence Rossignol, ministre des Familles, de l'Enfance et des Droits des Femmes. Ce plan, qui court sur la période 2016-2020, "propose des mesures nouvelles, complémentaires aux dernières avancées législatives et réglementaires », affirme-t-elle.

Des sanctions financières déjà prévues par la loi

Nouvelles ? Pas toutes, loin de là. Car la mesure la plus concrète de ce premier plan interministériel sur l'égalité professionnelle est en fait déjà mise en place depuis 2013. Elle concerne le « versement de pénalités financières par les administrations ne respectant pas les règles de nominations paritaires ». En mars 2012, les parlementaires avaient en effet voté la "loi Sauvadet" sur l'égalité professionnelle dans la fonction publique, imposant des quotas sexués pour les nouvelles nominations de hauts fonctionnaires : au moins 20% en 2013 et 2014, 30% à partir de 2015 et 40% à partir de 2017.

Et cette loi prévoit déjà des pénalités financières. Leur montant est progressif : de 30 000 € par unité manquante pour les nominations prononcées au titre des années 2013 et 2014, à 90 000 € à partir de 2017. Pour l'instant, les quotas pour 2013 et 2014 sont plus que respectés avec 33% de femmes. Les données de 2015 n'ont pas encore été communiquées.

Reste que le plan apporte une nouveauté : elle concerne l'utilisation de l'argent de ces pénalités. Il servira à financer des formations et des actions en faveur de l'égalité professionnelle.

Des plans mixité pas nouveaux

Autre priorité de ce plan : la mixité des métiers. Il reprend là l'objectif adopté début 2014 par le gouvernement : que 33% des métiers deviennent mixtes d'ici 2025, contre 12 % aujourd'hui (Voir : Égalité professionnelle, objectif 2025). Pour cela, des séries de plans pour la mixité ont été signées depuis deux ans dans différentes filières. Le secteur des transports était le premier concerné d'une longue série.

Le plan pour l'égalité professionnelle ce 4 octobre annonce la signature du plan mixité dans les métiers du numérique "avant la fin 2016". Mais un plan "plan stratégique 'Mixité et numérique'" aurait dû être lancé en avril dernier... Le ministère évoque aussi la "création d'un plan mixité dédié aux métiers de la petite enfance"... sans vraiment préciser que ce dernier a en fait déjà été mis en oeuvre.

Pas de mesures fraîches et totalement nouvelles, donc, dans ce premier plan interministériel sur l'égalité professionnelle ? Si, et heureusement. Concernant la petite enfance justement, Laurence Rossignol prévoit une « formation des professionnel.le.s de la petite enfance à l'égalité filles-garçons et à l'implication des deux parents ». Des thématiques qui seront ajoutées "aux référentiels de formation, initiale et continue, des professionnel.le.s de l'accueil du jeune enfant, dans le cadre de la rénovation de leurs diplômes", précise le ministère, interrogé par Les Nouvelles NEWS.

Concrètement, cette formation s'adresse donc aux futurs professionnels de la petite enfance. Il s'agit de les faire réfléchir "à la manière dont ils peuvent traiter garçons et filles en fonction de stéréotypes parfois inconscients". Par exemple, le fait que "les filles doivent rester discrètes alors que les garçons 'sont plus turbulents', les filles peuvent pleurer, alors que 'les garçons ne pleurent pas'".

Cette formation sera également tournée vers le partage des responsabilités entre père et mère. Un "objectif prioritaire", affirme le ministère. Les futurs professionnels de la petite enfance seront sensibilisés au fait qu'ils peuvent "impliquer les pères autant que les mères dans la prime éducation de leurs enfants. Par exemple lors des transmissions en fin de journée, qui sont souvent plus complètes lorsqu'elles sont destinées aux femmes", précise le ministère.

Un nouvel observatoire sur l'entrepreneuriat féminin

L'accent est également mis sur la nécessité de compiler des données sexuées sur plusieurs sujets. Une pratique nécessaire pour mieux chiffrer et évaluer les problèmes et donc mieux y répondre. Ainsi la ministre promet la mise en place d'une « statistique sexuée pour l'ensemble des dispositifs d'insertion professionnelle (contrats aidés, emplois d'avenir, contrats de génération ». Dans le même sillage, un observatoire de l'entrepreneuriat féminin sera

également lancé, pour "d'améliorer la connaissance sur les pratiques entrepreneuriales des femmes".

Le plan prévoit également une « étude régulière » sur la conciliation entre vie professionnelle, familiale et personnelle. Une annonce qui tombe au lendemain du lancement de la campagne #VieDeMère par la CGT des cadres.

lesnouvellesnews.fr

VI) Vu d'ailleurs. Sarkozy : haine à tous les étages

Plus les charges s'accumulent sur les épaules de l'ancien chef de l'État, plus son discours se radicalise.

D'un côté, il y a les attaques, les affaires, les émissions de télévision qui assènent des preuves sur l'implication de l'ancien chef de l'État, les anciens collaborateurs qui publient des livres assassins. De l'autre, la défense du candidat, combatif, survolté, prêt à faire feu de tout bois pour arriver à ses fins.

Le journal belge Le Soir se demande : "Sarkozy, pourquoi tant de haine", en référence aux multiples affaires dans lesquelles son nom est cité ou qui touchent son entourage.

« À supposer [qu'il] soit innocent de tout ce dont on l'accuse, pourquoi s'acharnerait-on ainsi contre lui sinon parce qu'il inspire plus de rejet qu'aucun autre [...] ? Pourquoi cette opération 'tout sauf Sarkozy' serait-elle une machine perpétuellement alimentée ? Au point même que des électeurs de gauche en viendraient à se déplacer pour aller voter en faveur d'Alain Juppé à la primaire de droite ? »

Le quotidien semble trouver un début de réponse dans la tournure que prend la campagne du président des Républicains depuis la fin de l'été :

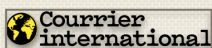
Un rouleau compresseur de démagogie où les valeurs n'ont plus aucune place, seul le calcul

électoral tenant lieu de boussole. Les Gaulois, le burkini, le climatoscepticisme, l'enfermement préventif des individus radicalisés au mépris d'un État de droit ramené au rang de méprisable 'argutie juridique'. [...] Nicolas Sarkozy ne va plus seulement chercher les électeurs du Front national comme il l'avait fait dès 2007. Il fait la propre campagne du parti d'extrême droite. Laissant même à Marine Le Pen, qui cherche à incarner l'apaisement (sic), le loisir de se taire pendant qu'il s'agite. Et l'invraisemblable délice d'apparaître presque comme la plus modérée des deux."

A Beyrouth, L'Orient-Le Jour porte un regard presque blasé sur ce genre de débordement venu de l'Hexagone : "Le discours sur les origines est un paramètre fondamental de toute dérive identitaire et populiste", référence directe à la phrase de Nicolas Sarkozy le 20 septembre : "Dès que l'on devient français, nos ancêtres sont gaulois."

Et le quotidien de mettre en garde contre un discours de haine dont les braises ne s'éteignent jamais tout à fait :

Les propos de Nicolas Sarkozy sont l'illustration d'un phénomène mondial aussi dévastateur, sinon plus, que le tsunami de décembre 2004 dans l'océan Indien. Le paysage sociopolitique du Liban et du Proche-Orient résonne jusqu'à la nausée de discours sur les identités collectives gratuitement assassines. Chacun se dote du bouc émissaire qui lui convient et l'inonde d'un déluge de haine, soit ouvertement et vulgairement, soit de manière plus sournoise et plus fielleuse au travers d'un pseudodiscours aseptisé, anthropologique, historique, voire scientifique, notamment génétique."



LAPRESSEENREVUE.EU

VII) Bygmalion : Nicolas Sarkozy se pense "lavé" de tout "soupçon"

VIDÉO. Au micro de Radio Classique, l'ancien chef de l'État s'est estimé hors de cause une semaine après la diffusion du témoignage de Franck Attal sur France 2.

Source AFP

Nicolas Sarkozy, sous le feu des accusations la semaine dernière du responsable opérationnel de Bygmalion, Franck Attal, a affirmé mercredi avoir été « lavé de toute forme de soupçon » dans cette affaire. « J'ai une grande expérience des campagnes présidentielles et de la fonction présidentielle. Je sais quelle est la violence des attaques. J'ai choisi de ne pas y répondre », a déclaré l'ancien président, interrogé sur Radio Classique et Paris Première, une semaine après la diffusion sur France 2 d'une enquête sur l'affaire Bygmalion.

Candidat à la primaire de la droite pour la présidentielle de 2017, Nicolas Sarkozy est mis en examen dans cette affaire pour avoir dépassé le plafond des dépenses électorales fixé à 22,5 millions d'euros. L'ancien président a toujours contesté un dérapage de ses dépenses, et n'est pas mis en examen dans le dossier des fausses factures mises en place entre l'UMP, l'équipe de campagne et la société de communication Bygmalion pour masquer le dépassement des plafonds de campagne.

« Cinquième non-lieu »

« Franchement, M. Attal a, lui, été mis en examen pour des faits extrêmement graves, il s'en expliquera. Moi, j'ai été lavé de toute forme de soupçon », a déclaré Nicolas Sarkozy, interrogé sur le fait que Franck Attal ait sous-entendu qu'il ne pouvait pas avoir ignoré les dépassements et la double facturation. « Quant au dépassement de mes comptes de campagne, je suis le seul candidat dans l'histoire de la République qui n'aura pas coûté un centime au contribuable puisque je n'ai pas été remboursé », a-t-il fait valoir.

« Vous pourriez également dire que j'ai obtenu encore un non-lieu, le cinquième (dans l'enquête sur les voyages en jet privé, NDLR), mais ça,

personne n'en parle. Que la campagne 2012 s'était faite sur l'affaire Bettencourt, que depuis j'ai été parfaitement innocenté, personne n'en parle », a lancé Nicolas Sarkozy. « Mais combien de temps serez-vous passionné par cela ? Moi, je sais une chose : quand on est président de la République, on a des crises à gérer. Il faut avoir le cuir épais, et beaucoup de sang-froid, je crois que c'est ce que j'ai », a-t-il conclu.

Le Point

A Suivre... La Presse en Revue

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !

Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com